

fusionns

MAGAZINE DE LA MÉTALLURGIE BRETONNE

UN VENT NOUVEAU SOUFFLE SUR LA BRETAGNE

UIMM
Bretagne
LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

ÉNERGIES MARINES RENOUVELABLES





SOMMAIRE

04 | ACTUS DU RÉSEAU

ACTUALITÉS/AGENDA DU RÉSEAU
UIMM EN BRETAGNE

05 | LA PAROLE À

ÉRIC TRAPPIER, PRÉSIDENT DE L'UIMM

06 | VOTRE RÉSEAU EN ACTION

FRANCE RELANCE

07 | LE MOT DE L'EXPERT

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

08 | DOSSIER

ÉNERGIES MARINES RENOUVELABLES,
UN VENT NOUVEAU SOUFFLE SUR LA BRETAGNE

16 | GROS PLAN

MILOCO (GLOMEL - 22)

18 | L'INDUSTRIE RECRUTE

CAMILLE DUCORNET, MENTION SOUDURE ORBITALE

SITES À VISITER

www.uimm.fr
 www.uimmbretagne.fr
 www.scoop.it/industrie-en-bretagne
 www.uimm35-56.com
 www.gfibretagne.fr
 www.uimm22.fr
 www.uimm-finistere.bzh
 www.lindustrie-recrute.fr
 www.lindustrie-recrute-bretagne.fr

INDEX DES FINANCEURS

Page 02 : CFAI Bretagne
 Page 13 : Cetim
 Page 15 : CRT Morlaix
 Page 19 : L'industrie recrute en alternance
 Page 20 : Crédit Mutuel Arkéa

FUSIONS | MAGAZINE | JUIN 2021

Directeur de la publication : Jocelyne Madec.
 Rédacteur en chef : David Duval.
 Comité de rédaction : Annaïg Even-Lelièvre, Emmanuelle Faudot,
 Carole Gilles, Frédéric Guiomar.
 Rédaction : Eve Chalmandrier.
 Secrétariat de rédaction/publicité : David Duval, Monique Omeri.
 Industries Services Bretagne : 2 B, allée du Bâtiment - 35000 Rennes
 Tél. 02 99 12 59 44 - uibretagne@uimmbretagne.fr
 Conception et mise en page : Florence Maussion.
 Abonnement H.T. : Annuel : 18,29 € - Au n° : 5,34 € - Tirage : 6 000 exemplaires

IL EST TEMPS DE FAIRE
DE L'INDUSTRIE BRETONNE
UNE PRIORITÉ

Enfin de bonnes nouvelles sur le front sanitaire ! Le reflux de la troisième vague épidémique est amorcé et le déconfinement s'opère progressivement, avec la levée des restrictions de circulation, la réouverture des lieux publics, la fin du couvre-feu et l'assouplissement du télétravail.

Les industriels n'ont pas attendu cette sortie de crise pour relancer les machines. L'activité industrielle s'est rapidement redressée avec, au 1^{er} trimestre 2021, un retour au niveau d'activité d'avant-crise. Un bémol cependant, l'aéronautique reste fragilisée et l'automobile est en pleine mutation.

Mais le plus dur est a priori derrière nous.

A priori... Car les difficultés d'approvisionnement d'intrants et de matières premières peuvent nous inquiéter. La reprise de la demande, importante, génère une hausse extrêmement forte des prix tout comme un accroissement des délais et des coûts de livraison. Un cocktail qui risque à très court terme de perturber voire d'arrêter la production, et contraindre les perspectives de croissance. Sans compter le risque d'inflation généralisée à l'ensemble de l'économie.

Ce contexte de pénurie mondiale accélère nos réflexions pour le développement industriel de notre territoire. La coopération entre acteurs, le dialogue au sein des filières, la relocalisation d'activités critiques, le réemploi des matières... sont des pistes que nous porterons auprès d'Éric Trappier, nouveau Président de l'UIMM, et sur lesquelles nous challengerons le prochain Président ou la prochaine Présidente de Région.

Les recrutements dans l'industrie restent élevés. La dernière enquête de Pôle Emploi indique que plus de 17 000 créations de postes sont prévues cette année en Bretagne. Mais la tension perdure sur nos métiers industriels, en particulier dans notre région, qui présente le taux de chômage le plus bas de France, à 6,5 %. L'attractivité de l'industrie et l'orientation seront également au cœur de nos échanges avec la nouvelle équipe régionale.

À ce titre, les finales nationales de la 46^e édition des Olympiades des métiers qui démarrent constituent une formidable vitrine de l'industrie. Nous souhaitons une belle compétition aux jeunes candidats bretons, qui mettent toute leur énergie dans la promotion de leur savoir-faire industriel et ont de la passion pour leur métier.



Jocelyne MADEC
Présidente de l'UIMM Bretagne
Secrétaire de l'UE-Medef Bretagne



Le Pôle Formation UIMM Bretagne est certifié Qualiopi depuis décembre dernier. Fort de cette reconnaissance de notre savoir-faire et de notre expertise industrielle, nous souhaitons plus que jamais, accompagner les entreprises bretonnes à valoriser les métiers industriels et la formation professionnelle en Bretagne.

BREST
02 98 02 03 30

BRUZ
02 99 52 54 54

LORIENT
02 97 76 04 07

PLÉRIN
02 96 74 71 59

QUIMPER
02 98 74 94 98

REDON
02 23 10 04 69

VITRÉ
02 99 74 23 66

60 DIPLÔMES | 20 TITRES PRO
15 NOUVELLES FORMATIONS INDUSTRIELLES

LA RENTRÉE APPRENTISSAGE
SE PRÉPARE MAINTENANT !

Les conseillères du Pôle Formation restent mobilisées et valident les candidatures de jeunes motivés par l'apprentissage et l'industrie.

Contactez-nous vite et faites nous part de vos besoins pour la rentrée.

- Des formations adaptées à vos besoins
- Un accompagnement dans vos recrutements
- Une équipe conseil de proximité
- Des entrées possibles tout au long de l'année

NOUVEAU 2021 ! Déposez vos besoins en ligne sur notre site internet.

UIMM

PÔLE FORMATION
BretagneLA FABRIQUE
DE L'AVENIR

SUIVEZ-NOUS



www.formation-industrie.bzh

retrouvez-nous sur :
www.uimmbretagne.fr

ÉDITO

BRETAGNE

David Duval nommé directeur délégué de l'UIMM Bretagne



Nouveau directeur délégué à l'UIMM Bretagne depuis le 1^{er} juin, David Duval succède à Guillaume Dilas.

Contact : David Duval
direction@uimmbretagne.fr

Save the date : Open de l'industrie Bretagne le 19 octobre

Rendez-vous le 19 octobre au Couvent des Jacobins, à Rennes, pour la prochaine édition de l'Open de l'industrie Bretagne. Convivialité, rendez-vous d'affaires, prise de recul... et surtout plaisir de se retrouver en présentiel au menu de cette 6^e édition de l'événement annuel des industriels bretons. Bloquez vos agendas et parlez-en autour de vous ! Renseignements sur www.breizhfab.bzh.

Contact : Pierre-Emmanuel Houerou
pehouerou@uimmbretagne.fr

CÔTES-D'ARMOR

Babcock Wanson reprend Thermigas

L'entreprise Babcock Wanson, fournisseur de chaudières industrielles basé à Nérac (Lot-et-Garonne), rachète la société Thermigas, à Lamballe, spécialisée dans la fabrication de ce type d'équipements. La reprise permet à la fois de sécuriser l'avenir de l'entreprise et de ses salariés mais également de pérenniser son développement.

Contact : Patricia Pichot - 02 96 77 22 33
pichot@uimm22.fr

Sklaërenn Beauto devient secrétaire générale

Au 1^{er} avril 2021, Sklaërenn Beauto a succédé à Emmanuel Megret, qui a fait valoir ses droits à la retraite, comme secrétaire générale de l'UIMM 22. Elle était auparavant juriste en droit social à l'UIMM 22.

Contact : Patricia Pichot - 02 96 77 22 33
pichot@uimm22.fr

FINISTÈRE

Plus de 50 entreprises attendues au job dating de Quimper

À l'initiative de l'UIMM Finistère, un grand job dating est organisé le 30 juin, de 10 h à 17 h, à Quimper, au centre des congrès du Chapeau rouge. Une cinquantaine d'entreprises seront présentes, avec plus de 500 postes à pourvoir en CDI, CDD et contrat d'alternance

dans les métiers industriels. Ouvert à tous, entrée gratuite (inscription obligatoire).

Contact : Emmanuelle Faudot - 02 98 02 54 79
emmanuelle.faudot@uimm29.bzh

Save the date : assemblée générale le 9 juillet

L'UIMM Finistère organisera son assemblée générale le 9 juillet à Brest ou ses environs. Échange et convivialité seront les maîtres-mots de cette rencontre.

Contact : 02 98 02 54 79 - ui29@uimm29.bzh

ILLE-ET-VILAINE/MORBIHAN

Assemblée générale le 2 juillet

Le rassemblement annuel des #IndustrielsEngagés de l'UIMM 35-56 se tiendra vendredi 2 juillet près de Rennes. Réseau et coopération seront les thèmes de la journée. Ils seront incarnés par des ateliers de créativité et différents pitches thématiques, mais également par le simple plaisir de se retrouver ! Réservé aux adhérents.

Renseignement et inscription :
www.uimm35-56.com ou g.mara@uimm35-56.com

Le French Fab Tour s'arrête à Rennes

L'étape bretonne de la tournée exceptionnelle de promotion de l'industrie française 2021 se tiendra à Rennes le 23 septembre, sur le campus de Ker Lann de 9 h à 17 h 30. Un job dating aura lieu au Pôle formation UIMM, à côté du village. Industriels, étudiants, demandeurs d'emploi : l'industrie s'invite chez vous !

Renseignement et inscription :
www.uimm35-56.com ou a.even-lielievre@uimm35-56.com



AGENDA

DU RÉSEAU

LES DATES À RETENIR EN 2021

BRETAGNE

19 juin → Portes ouvertes du Pôle formation de 9 h à 16 h à Brest, Bruz, Lorient, Plérin, Quimper, Redon et Vitry.

1^{er} juillet → Webinaire CDIB Rencontre marché médical/santé, de 9 h à 10 h 30.

8 et 9 septembre → 2^e Forum économique breton au palais des congrès de Saint-Malo.

FINISTÈRE

6 juillet → Les Mardis de l'industrie, à 9 h 30, à Brest.

2 juillet → Les Vendredis de l'industrie, à 9 h 30, à Quimper.

ILLE-ET-VILAINE/MORBIHAN

3 juin → Réunion d'actualités juridiques, webinaire, de 9 h à 11 h.

8 juin → Rendez-vous du SSE, webinaire, de 9 h à 10 h 30.

22 juin → Club RH : « Jeunes générations : comment les manager ? », en visioconférence, de 10 h à 11 h.



ÉRIC TRAPPIER

PRÉSIDENT DE L'UIMM

« C'EST LE MOMENT DE POSER DES AMBITIONS FORTES POUR L'INDUSTRIE »

← Éric Trappier a rejoint Dassault Aviation en 1984 et en est devenu PDG en 2013.

L'UIMM PEUT COMPRENDRE MIEUX QUE PERSONNE LA RÉALITÉ DU TERRAIN

Le PDG de Dassault Aviation a été élu le 15 avril à la tête de l'UIMM, succédant à Philippe Darmayan. Âgé de 60 ans, Éric Trappier est également président du Gifas (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales) et du Cidéf (Conseil des industries de défense françaises). Il présente sa feuille de route pour les trois ans à venir.

FUSIONS Quelles sont vos priorités pour ce mandat ?

Éric Trappier : Ce mandat arrive à un moment particulier. Nous sommes encore dans la crise du Covid mais, avec la vaccination, nous entrevoyons la fin. Cette période de transition est délicate car elle révélera comment l'industrie a été touchée, chez nous et dans le reste du monde.

De plus, 2022 sera une année charnière : la France prendra la présidence de l'Union européenne et c'est une année d'élection présidentielle. C'est le moment de poser des ambitions fortes. Comme je suis un fervent défenseur de l'industrie française, j'ai accepté la sollicitation qui m'a été faite de reprendre le flambeau à la tête de l'UIMM. L'industrie est fondamentale et stratégique. En particulier en France, où nous avons la capacité de créer des produits à haute valeur ajoutée. Cette sortie de crise est une opportunité pour que, ensemble, autorités, territoires, entreprises, nous ayons une réelle dynamique en faveur de l'industrie française.

Mon autre priorité est la formation, en particulier des jeunes, qui ont lourdement pâti de la crise. Nous avons des opportunités d'avenir à leur offrir en les préparant aux métiers de l'industrie. Pour cela, nous veillons à ce que nos centres de formation s'adaptent aux besoins de l'industrie de demain, qui sera marquée par les

révolutions numérique et environnementale. Nous disons aux jeunes : en suivant ces formations, vous aurez du travail et un métier qui a du sens, alors rejoignez-nous !

FUSIONS Que peut faire l'UIMM pour soutenir les entreprises touchées par la crise ?

É. T. : L'UIMM est partout, au niveau national mais aussi dans les territoires. Elle peut comprendre mieux que personne la réalité du terrain et ça, c'est une force. Avec plus d'une centaine de centres de formation en propre, elle peut identifier au plus près les besoins de formation d'aujourd'hui et de demain.

L'UIMM parle aussi aux autorités politiques, elle est force de proposition. À nous de faire en sorte que les besoins de nos entreprises, en particulier des plus petites, soient pris en compte dans les différents plans de soutien et les politiques publiques.

Enfin, en cette période compliquée, nous avons besoin d'apaisement, de maintenir un dialogue de qualité, porteur de solutions équilibrées et pragmatiques. C'est dans l'ADN de l'UIMM.

FUSIONS Vous prônez une industrie française forte. Quels sont les leviers pour y parvenir ?

É. T. : L'innovation d'abord. Nous devons encourager nos entreprises à investir et donc les aider financièrement. Avec un plan au niveau de l'État pour favoriser les aides à l'innovation, les incitations fiscales à l'instar du crédit impôt-recherche.

En production, le numérique est essentiel. Il faut aider nos PME à se transformer pour être en adéquation avec les grands donneurs d'ordres et que la production s'inscrive dans une continuité numérique. C'est un sujet important qui nécessite des investissements considérables. C'est un moyen de garder l'emploi en France,

en créant une fluidité entre la conception et la production.

FUSIONS Vous avez fait toute votre carrière dans un grand groupe. En quoi votre parcours vous a permis d'appréhender les problématiques des PME ?

É. T. : Tout d'abord, j'ai l'habitude de dire que Dassault Aviation est un petit parmi les grands ! Nous avons 8 000 salariés en France, ce qui est petit par rapport à un Airbus ou un Total. Ensuite, par culture d'entreprise, nous avons toujours eu le souci de nous occuper de nos fournisseurs en direct.

Par ailleurs, au sein du Gifas que je préside, les quatre principaux groupes sont représentés mais aussi les PME, qui sont intégrées aux discussions et aux projets. C'est dans la culture de notre groupement de prendre en compte la vision des PME. C'est encore plus vrai au sein de l'UIMM qui est au plus près des PME dans les territoires, avec l'aide juridique, la formation. C'est un « parrain » des PME.

FUSIONS Où en sont les négociations sur le nouveau dispositif conventionnel, en cours depuis plusieurs années ?

É. T. : Le fond de la refonte est d'apporter plus de transparence et de simplification car la convention est assez ancienne. Les métiers évoluent, il est donc important de revoir les grilles de classification. Cela crée des débats, entre nous d'abord mais aussi avec les syndicats. Cela prend du temps car il faut convaincre et que tout le monde se retrouve dans ce nouveau texte. Notre objectif est de finir les négociations d'ici la fin de l'année. C'est ambitieux mais 2022 n'est pas une bonne année pour finaliser un tel projet. Nous devrions pouvoir valider certains volets dans les prochains mois. ■



LA PAROLE À



ETPACK vient d'emménager dans son nouveau bâtiment de 4 000 m².

ETPACK DÉCROCHE UNE SUBVENTION POUR SON NOUVEAU BÂTIMENT

VOTRE RÉSEAU EN ACTION

La société quimpéroise ETPACK, spécialisée dans la conception et la fabrication de machines et lignes d'emballage pour l'agroalimentaire, vient d'investir ses nouveaux locaux : un bâtiment neuf de 4 000 m², dont 3 000 m² d'ateliers. Soit trois fois plus grand qu'avant, sur la même zone industrielle.

Cet investissement de 3,5 millions d'euros, porté depuis plusieurs années par le président de la société Pierrick Doux pour accompagner la croissance de l'entreprise, a également permis d'améliorer le processus de production. « Nous fonctionnions jusque-là en îlots, explique Tugdual Bird, directeur général du Groupe Emballage Technologies, auquel appartient ETPACK. Désormais, nous avons plusieurs lignes de production en parallèle : c'est donc la machine qui se déplace au fur et à mesure de l'assemblage. » Pour ce projet, ETPACK a été lauréat de l'appel à projets Territoire d'industrie, lancé dans le cadre du plan de relance du gouvernement, et a obtenu une subvention de 580 000 euros. « Nous avons été mis au courant de cette opportunité par notre contact à la BPI, en septembre, raconte Lorraine Michon, responsable financière du groupe. Nous avons alors monté le dossier de subvention en deux semaines. »

Dans ce dossier, ETPACK a détaillé comment, certes, la crise avait eu un impact sur l'organisation de l'activité, mais que grâce à la stratégie de l'entreprise et à la mobilisation des salariés pour assurer les chantiers tout au long des différents confinements, la société avait pu assurer ses livraisons.

Bâtiment éco-conçu

Par ailleurs, la PME de 48 personnes a détaillé les atouts de son projet d'agrandissement : se développer et se positionner sur de nouveaux secteurs d'activité ; continuer à faire travailler le réseau de sous-traitants finistériens partenaires ; recruter, « ce qui n'était plus possible par manque de place » ; continuer à accueillir des apprentis... « De plus, notre bâtiment est éco-conçu. C'était un argument supplémentaire », précise Lorraine Michon.

Cette subvention a permis d'accélérer certains investissements, comme l'installation de panneaux photovoltaïques, de mettre l'accent sur l'ergonomie des postes de travail des techniciens de montage et de câblage en finançant par exemple des ponts roulants, des tables élévatoires ainsi que des bureaux réglables en hauteur pour les bureaux d'études. Cela a également conduit à l'acquisition d'imprimantes 3D pour se positionner sur l'industrie

L'UIMM RESTE MOBILISÉE

FACE À LA CRISE



Emmanuelle Le Calvez, assistante du service développement industriel de l'UIMM Bretagne, a suivi de près l'Opération UIMM Relance Bretagne.

Près de 110 entreprises ont été accompagnées dans le cadre de l'Opération UIMM Relance Bretagne. Les chargés de mission du réseau UIMM ont pu orienter les industriels vers les différents plans de relance proposés pour contrer les effets de la crise sanitaire. Des aides sont d'ailleurs toujours actionnables, que ce soit au niveau national ou régional. Le service développement industriel reste disponible pour guider les industriels vers les programmes adéquats.

Ces entretiens ont également permis de prendre le pouls de la métallurgie bretonne. Pour un tiers des entreprises, la crise n'a pas eu d'impact sur l'activité. Un tiers a perdu moins de 10 % de chiffre d'affaires et un autre tiers plus de 10 % (entre 10 et 30 % principalement). Les industriels interrogés sont plutôt optimistes et deux tiers d'entre eux envisagent un retour à la normale à moyen terme. Leurs priorités restent le développement commercial, le recrutement, mais aussi la diversification, afin de compenser les secteurs les plus touchés par la crise. 85 % d'entre eux ont décidé de maintenir leurs projets d'investissements : en équipements et machines-outils (50 %), concernant la digitalisation de l'activité (23 %) ou, un agrandissement (18 %) ou autre (9%). À ce jour, près de 40 dossiers ont été déposés, auprès des différents dispositifs du plan de relance, par les entreprises accompagnées.

du futur en fabriquant des pièces techniques pour les machines. L'objectif d'ETPACK est d'atteindre 16 millions d'euros de chiffre d'affaires d'ici deux ans, pour 14 millions au dernier exercice.



ETPACK (Saint-Evarzec - 29) - Tél. 02 98 94 69 99

www.et-pack.com

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

LE MOT DE L'EXPERT

LES ENTREPRISES, ACTRICES DE L'INSERTION



IL NE FAUT PAS QUE LES ENTREPRISES HÉSITENT À COMMUNIQUER SUR LE HANDICAP AU TRAVAIL

Sylvie Millois, directrice du service juridique et SSE de l'UIMM 35-56, souligne que la réforme de 2018 favorise l'emploi direct en restreignant les déductions possibles.

Le taux de chômage des personnes handicapées est deux fois plus élevé que celui de la population active en général. L'obligation d'emploi de travailleurs handicapés dans les entreprises de plus de 20 salariés a pour objectif de réduire cet écart.

Que recouvre l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH) et quelles entreprises y sont soumises ?

Toutes les entreprises sont tenues de déclarer, via la déclaration sociale nominative, le nombre de travailleurs handicapés qu'elles emploient. « Cependant, seules celles de plus de 20 salariés sont soumises à une obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés, quel que soit le type de contrat », souligne Sylvie Millois, directrice du service juridique et sécurité, santé, environnement de l'UIMM 35-56.

Qui est considéré comme travailleur handicapé ?

Il existe plusieurs cas : il peut s'agir de personnes reconnues comme travailleurs handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées, de victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle, de personnes percevant l'allocation adulte handicapé... Ces travailleurs disposent d'une attestation mentionnant leur statut. « Il ne faut pas que les entreprises hésitent à communiquer sur le handicap au travail. Il arrive que les structures ne remplissent pas leur OETH alors qu'elles emploient des travailleurs handicapés sans le savoir. En effet, les salariés concernés ne sont pas obligés de se faire connaître auprès de leur employeur. » Il existe de nombreux handicaps invisibles qui permettent d'obtenir ce statut : un déficit auditif, des problèmes de dos, un membre plus petit que l'autre...

Que se passe-t-il si une entreprise ne respecte pas son OETH ?

Dans ce cas, elle est soumise à des pénalités : elle doit verser une contribution annuelle à l'Agefiph (Association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handica-

pées), recouvrée par les Urssaf. Son montant dépend du nombre de travailleurs handicapés manquants et est échelonné selon la taille de l'entreprise (de 4 100 euros par emploi non pourvu pour une PME de moins de 250 salariés à 6 150 euros pour une entreprise d'au moins 750 salariés). « Cette contribution peut même monter jusqu'à 15 000 euros pour toute entreprise qui ne favorise d'aucune manière l'emploi des travailleurs handicapés pendant au moins trois ans », souligne Sylvie Millois. Par ailleurs, l'employeur peut s'acquitter de son OETH en signant un accord collectif agréé contenant un plan d'actions sur trois ans (renouvelable une fois) d'un montant équivalent aux pénalités qu'il aurait payées, afin de favoriser l'embauche et le maintien dans l'emploi de ce public.

L'entreprise a-t-elle le droit à des déductions sur cette contribution ?

En effet, certaines dépenses engagées par ailleurs en faveur des travailleurs handicapés peuvent être déduites de cette contribution Agefiph. Tout d'abord, le coût de fourniture de services par une entreprise adaptée (EA) ou de service d'aide par le travail (Esat), d'un travailleur indépendant handicapé... Cette déduction est limitée à 30 à 75 % du coût selon les situations. Par ailleurs, il est possible de déduire, dans la limite de 10 % de la contribution annuelle, certaines dépenses destinées à favoriser l'insertion (aménagement des locaux, formations...). Cependant, ces dépenses déductibles sont restreintes par la loi du 5 septembre 2018, entrée en application le 1^{er} janvier 2020, dans le but de favoriser l'emploi direct des travailleurs handicapés. ■

CONTACTS
SERVICE JURIDIQUE

UIMM 22 02 96 77 22 33
UIMM 29 02 98 02 54 79
UIMM 35-56 02 98 87 42 87

UN VENT NOUVEAU SOUFFLE SUR LA BRETAGNE

L'ENJEU EST DE FAIRE ENTRER LES PME BRETONNES SUR CES GROS MARCHÉS



Alors que les premiers parcs éoliens français commencent à sortir de mer, les acteurs économiques bretons se mobilisent pour se faire une place au sein de cette nouvelle filière. En effet, la Bretagne a des atouts, en termes d'infrastructures comme de compétences. Les grands donneurs d'ordres peuvent s'appuyer sur tout un réseau de PME, notamment dans le secteur de la métallurgie. Pour elles, c'est l'opportunité de monter en compétences et de se positionner sur un secteur particulièrement porteur.



Crédit photo @BDI

Philippe Thieffry, chargé de mission Bretagne Ocean Power à Bretagne Développement Innovation.

Début des travaux en mer pour les parcs éoliens de Saint-Nazaire et de Saint-Brieuc, lancement de l'appel d'offres pour le projet d'éoliennes flottantes au large de Groix et Belle-Île... Après des années d'attente et de recours juridiques, les premiers projets commerciaux de production d'énergies marines renouvelables (EMR) voient le jour. La Bretagne est aux avant-postes pour poser les jalons de cette filière nouvelle en France.

« Notre région a des atouts, souligne Philippe Thieffry, chargé de mission pour Bretagne Ocean Power, association

créée sous l'égide de la Région Bretagne et composée des différents acteurs du territoire liés aux EMR. Nous avons par exemple trois sites d'essais afin que les industriels puissent tester leurs technologies pour l'éolien mais aussi l'hydrolien ou le houlomoteur. Ce qui permet de faire travailler nos chercheurs et nos entreprises dans ce domaine mais aussi de faire venir des investisseurs en Bretagne. »

Brest et Lorient

Bretagne Ocean Power met aussi en avant les infrastructures portuaires comme à Brest, où le terminal EMR est en cours de développement, le polder accueillant déjà plusieurs industriels et le quai charges lourdes devant être livré en 2024. Mais aussi Lorient, où 2,5 hectares de terrain ont vocation à servir de base logistique pour le parc éolien flottant de Bretagne sud.

Surtout, la Bretagne fait valoir ses savoir-faire. Bretagne Ocean Power a identifié 150 entreprises dont les compétences sont liées aux EMR : des experts en pointe dans les études environnementales ou hydrographiques ; tout le pan de la construction et réparation navale avec ses mécaniciens, électriciens, soudeurs... ; les entreprises de services en mer. Entre autres.

Cependant, la Bretagne ne dispose pas d'acteur de premier rang, comme peut l'être le fabricant de turbines Siemens Gamesa, qui a installé une usine au Havre, ou les Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, qui fabriquent des sous-stations électriques. « Nous avons beaucoup de PME. Tout l'enjeu est de les faire entrer sur ces gros marchés, de les positionner dans cette chaîne contractuelle, par exemple en tant que sous-traitants de rang 2 », explique Philippe Thieffry.

Cette mise en relation est cruciale - et c'est l'un des principaux rôles de Bretagne Ocean Power - pour que ces PME bretonnes puissent se faire un nom dans le domaine des EMR et ainsi se positionner pour les prochains marchés français (en Normandie, en Méditerranée) et pourquoi pas européens. « Si on ne fait pas cette mise en relation entre les grands donneurs d'ordres et nos PME, ceux-ci iront chercher des gens avec qui ils ont l'habitude de travailler, en Espagne, au Royaume-Uni... »

Part d'emploi local

Pour amorcer la pompe sur le territoire français, l'État stipule, parmi ses critères d'attribution des parcs éoliens, une part d'emploi local obligatoire (ou « local content »). Par exemple dans le cas du parc de Saint-Brieuc, Ailes marines, le porteur de projet, indique que le projet mobilisera 1 500 emplois en France, dont environ 500 en Bretagne (lire en page 10). Si l'espagnol Windar a créé un site à Brest, c'est aussi pour remplir cette part d'emploi local (lire en page 11). Tout comme le recours de Navantia-Nervion à des chaudronneries bretonnes comme BST (lire en page 12) pour assembler certains éléments des fondations jackets des éoliennes.

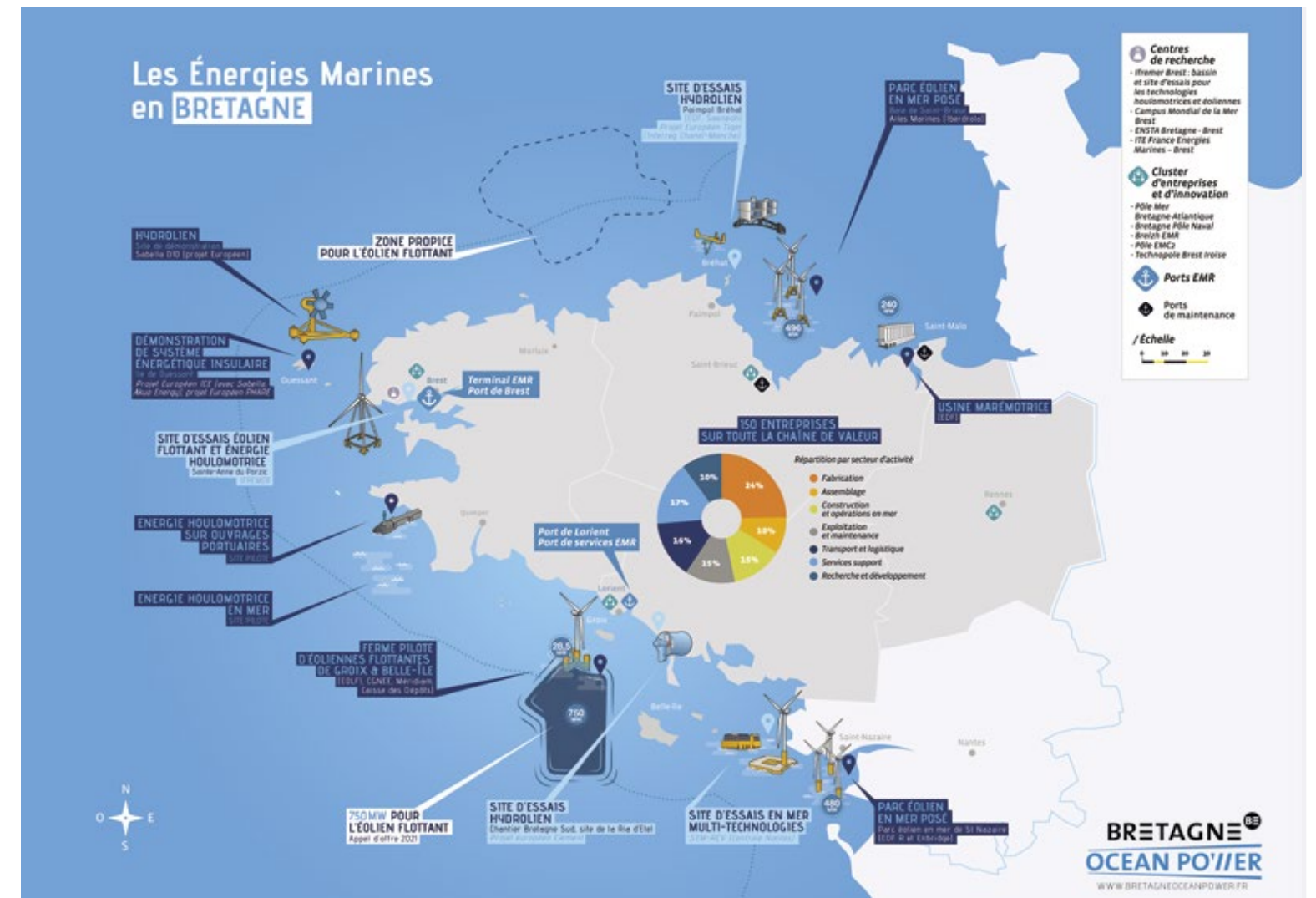
Le potentiel est important pour les entreprises de la métallurgie. Reste maintenant à recruter et à former pour faire face aux besoins, sur des métiers souvent déjà en tension. Et là aussi, le réseau UIMM, la Région Bretagne et tous les partenaires économiques sont à la manoeuvre et jouent collectif. Afin de ne pas passer à côté des 5 GW d'éolien en mer que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la feuille de route de la France en matière d'énergie, prévoit d'ici 2028.

CONTACT BRETAGNE OCEAN POWER

Philippe Thieffry - Tél. 02 97 30 27 90
p.thieffry@bretagneoceanpower.fr - www.bretagneoceanpower.fr

LA BRANCHE MÉTALLURGIE SOUTIENT LA FILIÈRE EMR

Dès janvier 2012, la métallurgie bretonne s'est engagée pour l'essor des énergies marines renouvelables en Bretagne. En effet, les partenaires sociaux ont signé une motion, à destination des décideurs publics et privés, en faveur du développement de cette filière. Ils y affirment « leur mobilisation et leur volonté de réunir les conditions les plus favorables afin que la Bretagne puisse être un laboratoire et une terre d'accueil pour l'industrialisation future des énergies marines renouvelables ». Ils s'engagent également « à tout mettre en oeuvre pour favoriser les évolutions, en termes d'emploi, de compétences et de qualification », pour faire face aux besoins de cette filière naissante.



LES PREMIÈRES ÉOLIENNES OFFSHORE BRETONNES SORTENT DE MER

D'ici 2023, les éoliennes en mer de Saint-Brieuc produiront leurs premiers kilowattheures. Mais ce parc permet aussi le lancement de toute une filière, notamment en Bretagne, pour la construction des équipements comme leur maintenance.

Le coup d'envoi des travaux a été donné le 3 mai. La première tranche du chantier, qui durera jusqu'à octobre, consiste à installer les pieux d'ancrage des fondations jackets pour les éoliennes et la sous-station électrique qui composeront le parc éolien en mer de Saint-Brieuc. Ce début de travaux a été marqué par une manifestation en mer de près de 300 pêcheurs opposés au projet.

Le parc de Saint-Brieuc - le premier en Bretagne, le second en France, après celui de Saint-Nazaire qui doit entrer en fonctionnement en 2022 - a été attribué en 2012 à Ailes Marines, filiale de l'énergéticien espagnol Iberdrola. Il présentera une puissance totale de 496 MW, avec 62 éoliennes de 8 MW posées à 16 km des côtes, sur une surface de 75 km². Elles pourront produire l'équivalent de la consommation électrique d'un quart de la population bretonne. La mise en fonctionnement est prévue pour fin 2023.

Un investissement de 2,4 milliards d'euros

« Le montant total de l'investissement est de 2,4 milliards d'euros, intégralement financé par Iberdrola », indique Emmanuel Rollin, le directeur d'Ailes Marines. Et si les éoliennes ne sont pas encore visibles, les aménagements du port de Lézardrieux pour en faire le port base de construction le sont. Un ponton flottant de 100 mètres de long a été construit pour pouvoir accueillir six crew transport vessels (des navires qui peuvent transférer du personnel et du petit matériel sur site). De même, le quai sablier a été réaménagé, notamment avec une grue de 3 tonnes, pour pouvoir charger et décharger certains équipements.

Quelques kilomètres plus loin, à Pleudaniel, Ailes Marines a installé son QG opérationnel, dans des bureaux tout neufs de 1 000 m² et 800 m² d'entrepôt. Toute la coordination maritime de la construction du parc se fera d'ici, tout comme la surveillance du bon fonctionnement des éoliennes, une fois qu'elles seront installées.

« La phase de construction à partir de la base de Lézardrieux mobilise sur ce site 70 emplois équivalent temps plein », précise Emmanuel Rollin. Car l'un des enjeux de ce parc éolien porte sur les emplois qu'il peut générer. Ailes Marines estime à 1 500 le nombre d'emplois mobilisés en France pour sa construction, dont 500 en Bretagne.

Construction et maintenance

« Nous avons sélectionné pour leur savoir-faire reconnu des grands groupes internationaux, mais également des TPE-PME bretonnes spécialisées », indique le directeur, citant par exemple la co-entreprise



Un pont flottant de 100 mètres de long a été installé à Lézardrieux, le port base pour la construction du parc.

NOUS AVONS SÉLECTIONNÉ DES GRANDS GROUPES INTERNATIONAUX MAIS AUSSI DES TPE-PME SPÉCIALISÉES

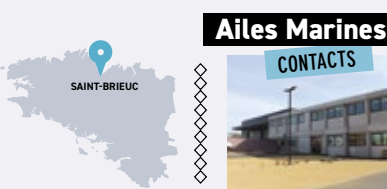


Emmanuel Rollin est le directeur d'Ailes Marines.

La coordination maritime du chantier aura lieu depuis Pleudaniel, où Ailes Marines a installé ses locaux opérationnels.

Navantia-Windar, chargée de la fabrication des fondations des éoliennes, qui fait travailler 250 personnes pendant deux ans dont de nombreux sous-traitants bretons, sur des activités de soudure, d'oxycoupage, de manutention... Par la suite, « durant toute la période d'exploitation du parc, l'activité de maintenance mobilisera dans le futur port dédié une centaine d'emplois. De futures actions de formation sont actuellement à l'étude sur le sujet de la maintenance », explique Emmanuel Rollin.

Ainsi, si les jalons sont posés, « c'est la réalisation des objectifs que la France s'est donnée en matière d'éolien en mer qui permettra de pérenniser les outils industriels, analyse Emmanuel Rollin. L'ensemble de la filière industrielle, les fabricants de fondations, de turbines et les sous-traitants sont désormais en ordre de marche pour la réalisation de ces projets ». Cela passe aussi par une procédure simplifiée et plus souple pour accélérer la mise en œuvre des futurs champs éoliens, réduisant ainsi le coût de développement. Ce qu'a fait le gouvernement français avec la création du « permis enveloppe », fin 2018. ■



19 bis, boulevard Clémenceau
22000 Saint-Brieuc
Courriel : contact@ailes-marines.bzh
Site : www.ailes-marines.bzh

DEUX ANS POUR RELEVER LE DÉFI

La société Windar France est chargée d'assembler à Brest une partie des pieds des éoliennes qui composeront le parc de la baie de Saint-Brieuc. Ce qui demande un savoir-faire très particulier en matière de soudure, encore peu répandu en Bretagne.

Les dimensions sont impressionnantes : 170 mètres de long, 30 de large et 8 de hauteur. Windar France a installé depuis l'été 2020 son atelier de production sur le polder destiné aux énergies marines renouvelables du port de Brest pour un investissement d'environ 4 millions d'euros. L'assemblage des pieds des jackets des futures éoliennes du parc de Saint-Brieuc a commencé dès septembre. L'objectif est d'en fabriquer 186 d'ici le premier trimestre 2022.

Mais aussi 186 pièces d'arrêt (stoppers) et 62 plateformes internes qui serviront de jonction entre les fondations et les mâts. Celles-ci sont réalisées à parts égales sur les sites de deux sous-traitants brestois : Navtis et la Sobec.

Pour chaque pied, trois viroles - des tubes d'acier - sont assemblées puis soudées entre elles, auxquelles s'ajoute une pointe (fabriquée, elle, sur le site de la Sobec). L'ensemble, de 10 mètres de long pour 40 tonnes, est ensuite expédié à Fene, en Espagne, sur le site de Navantia avec lequel Windar Renovables a conclu une entente commerciale pour l'assemblage final. En sortira une structure de 74 mètres de haut (soit un immeuble de quatre étages) et de 1 200 tonnes qui viendra ancrer au sol la future éolienne.

Métier en pénurie

Français, Espagnols et Lituaniens travaillent ensemble sur ce chantier. Soit plus d'une soixantaine de personnes au total, dont 25 collaborateurs de Windar France ainsi que des salariés de Navtis. Quatre experts espagnols de Windar supervisent les équipes - ils étaient 12 lors du lancement de la production - et une vingtaine de Lituaniens de la société Gridin's effectuent notamment des soudures à l'arc submergé, une technique particulière qui permet de souder jusqu'à 75 mm d'épaisseur.

« Une des conditions d'Ailes Marines lors de son appel d'offres de sous-traitance était qu'il y ait une part significative d'emploi local et un transfert de compétences, d'où la création du site brestois de Windar France », explique Pascal Lepelletier, directeur des ressources humaines. Une manière de poser les jalons, en Bretagne, de cette filière naissante des EMR. Pour Windar France, il s'agit de former des assembleurs-soudeurs aux exigences très élevées du secteur (équivalentes à celles de l'offshore pétrolier). Pas si facile, surtout sur un métier en pénurie.

Pérenniser le site

« Nous avons donc recruté six soudeurs en contrats de professionnalisation qui passeront leur qualification interne de soudure MAG 136 fil fourré avec nous et qui prépareront leur CQPM de soudeur industriel en centre de formation, détaille le DRH. Ils auront ensuite l'opportunité d'apprendre le procédé de soudage à l'arc submergé en interne, car



Pascal Lepelletier a été recruté en mai 2020 pour constituer l'équipe de Windar France et lancer l'activité.

NOS SOUDEURS AURONT L'OPPORTUNITÉ D'APPRENDRE LE PROCÉDÉ DE SOUDAGE À L'ARC SUBMERGÉ EN INTERNE

Une dizaine de salariés de Navtis travaillent avec les équipes de Windar France pendant les deux ans du chantier.



Chaque pièce est scrupuleusement contrôlée avant d'être expédiée. Ici, il s'agit d'un contrôle par ultrasons de stoppers, des pièces soudées sur le côté des pieds.

il n'existe pas d'organisme de formation qui enseigne à ce jour en Bretagne. » Mais pour anticiper les besoins futurs, une telle formation est en cours d'étude de faisabilité.

Car si Windar France veut voir plus loin, elle aura besoin de personnel formé. « Notre premier objectif est de livrer en temps et en heure cette commande, avec le niveau de qualité requis, tout en faisant monter en compétences nos salariés et sous-traitants, souligne Pascal Lepelletier. Ensuite, cela nous permettra d'être en bonne position pour pérenniser notre site. Cela dépendra des marchés décrochés par Windar Renovables mais Brest est bien positionné géographiquement, notamment pour les marchés britannique et européen. » Il n'y a plus qu'à transformer l'essai. ■



6, rue Porstrein
Port de commerce - 29200 Brest
Tél. 02 29 61 42 66
Courriel : plepelletier@windar-renovables.com
Site : www.windar-renovables.com

BST - HENNEBONT/MAEN ROCH - 56/35

LA CHAUDRONNERIE S'ENGAGE DANS LES EMR

Steven Blanchard coordonne les activités de BST en Bretagne.



C'EST UNE VÉRITABLE CARTE DE VISITE ET LE POTENTIEL EST ÉNORME

Ces nœuds arrivent en kit de Brest et sont soudés par les équipes de BST.

La société BST a décroché en 2020 un contrat de sous-traitance pour l'assemblage de certaines pièces des jackets des éoliennes de Saint-Brieuc. Un tremplin pour monter en compétences et se positionner sur le secteur des EMR.

C'est dans une ancienne scierie de Maen Roch, près de Fougères, que la chaudronnerie BST (1) a installé son activité dédiée aux énergies marines renouvelables. Depuis janvier 2021, des équipes d'assemblage-soudeurs montent des nœuds et des supports en sous-traitance pour Navantia-Nervion, qui fabrique les fondations jackets des éoliennes du parc de Saint-Brieuc.

L'objectif est de livrer 100 nœuds et 430 supports d'ici mi-2022, sachant que les plus grosses pièces pèsent 19 tonnes pour 2,20 mètres de diamètre, avec des épaisseurs d'acier allant jusqu'à 25 mm. Trois chaudronneries bretonnes ont été sélectionnées pour ce marché. Celui-ci représente, pour BST, plus de 50 000 heures de travail, montant la part des EMR à près de 15 % du chiffre d'affaires prévisionnel de l'entreprise.

Qualité irréprochable

« Le secteur des EMR demande une qualité de soudure irréprochable et une grande précision dimensionnelle, indique Steven Blanchard, responsable des activités Bretagne pour BST. Nous avons déjà des exigences fortes chez BST, car nous travaillons notamment pour le nucléaire. Nous avons donc validé les qualifications EN 1090 et Iso 3834 pour aller encore plus loin. »

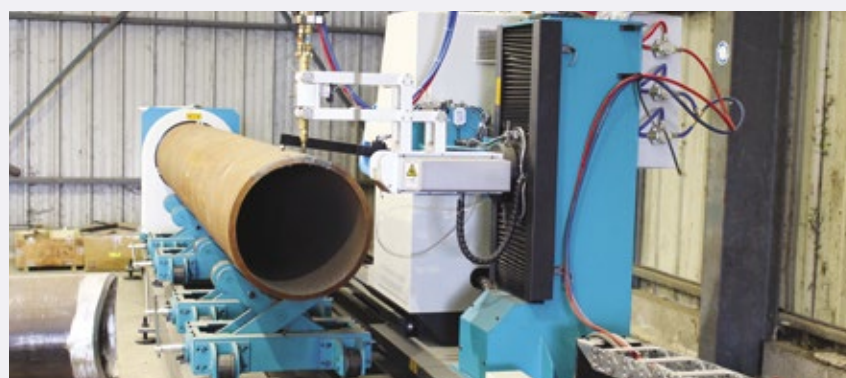
L'essor des énergies renouvelables est une véritable opportunité pour BST, qui compte bien s'en saisir. « Depuis que nous travaillons pour Nervion, nous avons été sollicités pour d'autres champs éoliens. Nous pouvons aussi répondre à des appels d'offres sur d'autres technologies comme l'éolien flottant, l'hydrolien, l'houlomoteur. C'est une véritable carte de visite et le potentiel est énorme », s'enthousiasme Steven Blanchard.

Du coup, BST a mis les moyens. En achetant ce site de Maen Roch (stratégiquement situé entre Brest et la Normandie, où plusieurs autres parcs éoliens doivent voir le jour), en investissant dans les équipements adéquats (un banc d'oxycoupage cinq axes tubulaire, un pont roulant, des outils de contrôle dimensionnel...), mais aussi en renforçant ses équipes.

En recherche de dix soudeurs

Une trentaine de salariés travaillent à Maen Roch. Certains sont venus des autres sites du groupe AWM, auquel appartient BST. « Nous avons une école de soudage en interne, à Cherbourg, où nous avons formé certains volontaires », précise le responsable. De plus, une formation collective de quatre mois doit être mise en place, avec l'aide de l'UIMM 35-56.

Mais BST cherche encore une dizaine de personnes et recrute bien au-delà de la région, les profils de soudeurs expérimentés étant



L'entreprise a investi dans un banc d'oxycoupage cinq axes tubulaires.

particulièrement rares. Pour les attirer - et les garder -, BST ne lésine pas sur l'ergonomie, avec par exemple des paddocks aménagés pour avoir une position de soudage la plus confortable possible. Et brandit aussi la carte des énergies renouvelables. « Le fait de travailler pour les EMR motive. C'est valorisant d'atteindre un tel niveau de qualité et le côté énergie verte donne du sens. » D'autant plus que la filière est en plein essor, les besoins ne feront que croître dans les années à venir. ■

(1) Le siège de BST se situe à Cherbourg et l'entreprise dispose de deux autres sites à Hennebont (20 personnes) et Champagne-sur-Seine.



15 rue Clément Ader
56700 Hennebont
Tél. 02 97 06 13 20
Courriel : contact@bst-normandie.com
Site : www.bst-normandie.com

BREIZHFAB

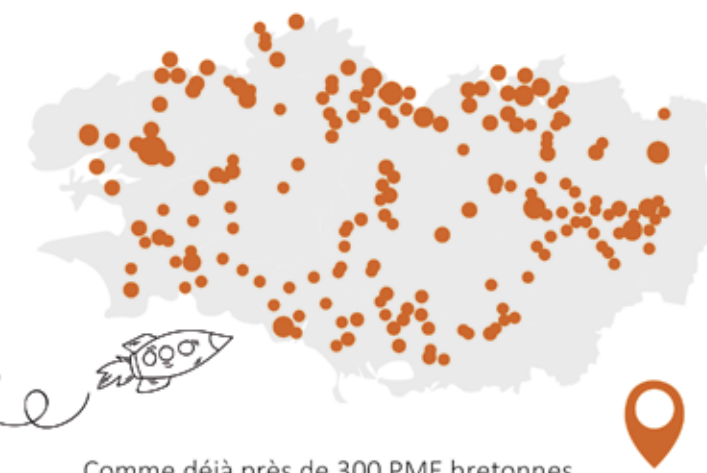
L'INDUSTRIE AMBITIEUSE

Faites accélérer vos projets...

Abordez votre projet d'entreprise sereinement en vous appuyant sur la compétence d'un réseau d'experts référencés.

Qu'il s'agisse d'investir dans des outils de production ou des outils numériques, d'optimiser votre organisation commerciale, de formaliser votre stratégie, d'accéder à la certification, de renforcer votre démarche durable et responsable, de digitaliser votre relation client...

Breizh Fab s'adapte à votre besoin, et vous propose des solutions d'accompagnement sur-mesure.



Comme déjà près de 300 PME bretonnes, bénéficiez jusqu'à 10 jours de conseil pour faire avancer vos projets, de la réflexion à la mise en œuvre.

www.breizhfab.bzh

Relevez vos défis industriels !

Avec le soutien de



SAVE THE DATE

19 Oct. 2021

Rendez-vous B2B
Expo • Conférences
Convivialité • Découvertes

Couvent des Jacobins
RENNES

OPEN de L'INDUSTRIE

un événement BREIZHFAB

LA FONDERIE ASSOIT SA PLACE DANS LA PROTECTION DES CÂBLES SOUS-MARINS

AVEC DE TELS VOLUMES, LA PROXIMITÉ A UNE INFLUENCE SUR LE COÛT



Nicolas Ottenwaelder, directeur du site, présente une demi-coquille de protection de câble sous-marin. Celle-ci est destinée à un parc à Taïwan.

AFC fabrique les 436 000 demi-coquilles qui servent à lester et protéger les câbles sous-marins du parc éolien en mer de Saint-Nazaire actuellement en construction. Et la fonderie se positionne déjà sur les appels d'offres des prochains parcs français.

Ce jour-là, la fonte, chauffée à 1 500 °C, est transformée en pièces mécaniques de sécurité pour l'industrie automobile. Chacun des deux fours peut contenir 13 tonnes de métal,

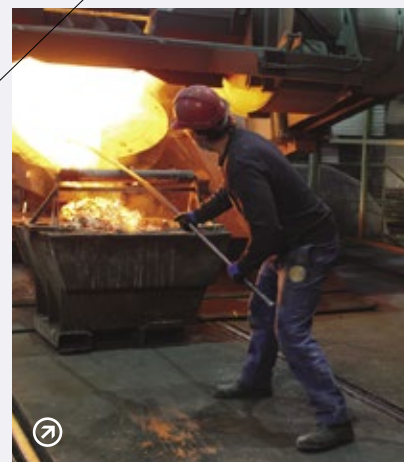
qui viendront alimenter jusqu'à 500 moules par heure. La spécificité d'AFC est de travailler de la fonte à graphite sphéroïdal, plus solide grâce à l'ajout de magnésium dans le mélange, avec des moules en sable et argile.

Outre l'automobile, la fonderie redonnaise travaille aussi pour le secteur agricole, l'industrie, le BTP ou encore les énergies renouvelables, qui représentent 10 % de l'activité. Notamment, AFC fabrique les demi-coquilles (des pièces de 20 kg) qui protègent les câbles électriques sous-marins du parc éolien en mer de Saint-Nazaire. Ce, pour le compte de Louis Dreyfus TravOcean, qui a en charge l'installation des câbles inter-éoliennes.

Connaissance des acteurs

« Nous avons commencé la production en série début 2020 et nous livrons deux camions par semaine. C'est d'ailleurs ce qui nous a permis de continuer à tourner en mars et avril, lors du premier confinement, alors que l'automobile était à l'arrêt », raconte Nicolas Ottenwaelder, le directeur du site qui compte 270 salariés. Le marché porte sur 436 000 demi-coquilles à livrer au fil de l'eau jusque mi-2022.

AFC fabrique ce type de pièces depuis plusieurs années déjà, notamment pour des parcs éoliens situés en Asie. Et connaît bien les différents acteurs de la pose de câbles sous-marins. Avec le lancement des parcs français, d'importants marchés potentiels s'ouvrent pour la fonderie redonnaise.



Les deux fours à induction peuvent chauffer 13 tonnes de fonte par heure chacun.



Les moules sont formés par empreinte dans un mélange de sable et d'argile.

« Pour Saint-Nazaire, nous avons la chance de nous situer à 50 km du port base. Quand il faut transporter 9 000 tonnes de fonte par camion, la proximité a une influence sur le coût, détaille Nicolas Ottenwaelder. De plus, les fonderies qui font de la sous-traitance avec une telle capacité de production, il n'y en a pas beaucoup en France. Nous étions plutôt en concurrence avec des fondeurs espagnols sur ce marché. »

Diversification

AFC s'est positionnée sur d'autres appels d'offres de parcs offshore et notamment pour ceux situés sur les côtes françaises. Et la fonderie continue de décrocher des marchés en Asie. L'objectif est d'atteindre 15 % du chiffre d'affaires (au total 44 millions d'euros en 2020) grâce aux EMR. « Nous cherchons toujours à nous diversifier car avec l'allègement des véhicules et le développement des voitures électriques, on risque d'avoir de moins en moins recours à la fonte dans l'automobile. »

Pour ce marché de Saint-Nazaire, AFC a investi 130 000 euros dans un banc d'emballage spécifique. Ils viennent s'ajouter au 1,1 million d'euros prévu cette année dans l'amélioration des conditions de travail (aspiration, ergonomie) ou l'environnement (mesure des rejets aqueux...). « Nous sommes une usine au centre de la ville, avec des contraintes environnementales de plus en plus sévères. Par ailleurs, nous sommes une industrie lourde, en concurrence pour les recrutements sur le territoire avec d'autres usines. Nous avons la volonté d'investir dans la qualité de vie au travail pour préserver l'attractivité et le savoir-faire des métiers de la fonderie. » ■



AFC CONTACTS

38 rue de Vannes
35600 Redon
Tél. 02 99 71 73 73
Courriel : accueil@afc-redon.fr
Site : www.la-fonte-ardennaise.fr

LASER TRACKER



Le CRT MORLAIX s'est équipé d'un nouveau moyen de mesure pour réaliser des prestations adaptées à vos besoins de contrôle et d'analyse, sur les pièces de grandes dimensions et de formes complexes.

ÉQUIPEMENTS

RÉFLECTEUR



PROBE



SCANNER LASER



LASER TRACKER LEICA
Gamme : AT 960 MR
Prestations sur site ou en laboratoire

ÉQUIPEMENTS

► Mesures par réflecteur

- Portée de mesure par position : Rayon 20m

Avantages :

- Idéal pour le contrôle et réglage précis de grandes structures
- Possibilité de mesure par scanning

► Mesures par Probe

- Portée de mesure par position : Rayon 10m

Avantages :

- Idéal pour le contrôle de zones masquées et des éléments difficilement mesurables par réflecteurs

► Mesures par Scanner laser

- Portée de mesure par position : Rayon 10m

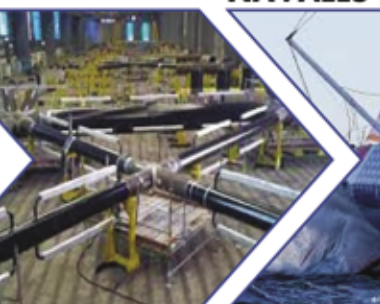
Avantages :

- Idéal pour la rétroconception et l'analyse de formes complexes

GRANDES STRUCTURES



ENERGIE MARINE



INDUSTRIES NAVALES



INDUSTRIES MÉCANIQUES



INDUSTRIES DÉFENSES

LE SPÉCIALISTE DES REMORQUES PRÊT À REBONDIR



La dernière innovation de Miloco : une passerelle à passagers électrique.

Miloco est un des principaux acteurs français sur le marché des remorques industrielles et aéroportuaires, avec un savoir-faire de presque 30 ans. Si la crise sanitaire a fait plonger l'activité, la société se prépare à la reprise.

Chez Miloco, situé à la limite entre Côtes-d'Armor, Finistère et Morbihan, la production est divisée en deux ateliers distincts. D'un côté, la conception, la soudure et la peinture ; de l'autre, l'assemblage. La PME de 20 personnes est spécialisée dans la fabrication de remorques aéroportuaires et industrielles. Pour l'aéroportuaire, Miloco s'appuie sur un catalogue de quatre types de remorques (à bagages vrac, remorque porte-

conteneurs, remorque porte-palettes 10 et/ou 20 pieds), avec diverses options. Tous ces produits répondant aux normes IATA spécifiques pour le transport aérien. « Pour cette activité, nous travaillons avec deux sous-traitants historiques, dont un à Brest qui fabrique les châssis, explique Louis Coatmellec, le fondateur et dirigeant de Miloco. L'assemblage a ensuite lieu ici. »

Qui sont les clients ? Les compagnies aériennes, les aéroports et les handlers, des sociétés qui assistent les avions lors de leur arrivée et de leur départ. Miloco est également très présent au Moyen-Orient et en Afrique, l'export représentant 45 % du chiffre d'affaires sur le segment aéroportuaire.

La PME a aussi développé en 2018-2019 deux innovations pour les services aéroportuaires : un vide-toilette électrique et une passerelle à passagers alimentée par panneaux solaires. La première est en test à l'aéroport de Brest, la seconde le sera bientôt. « Cela représente 300 000 euros d'investissement en recherche et développement. Nous attendons la fin de la crise du secteur pour passer à une phase commerciale. »

Conception

Pour les remorques industrielles, le process est différent : Miloco répond à des besoins spécifiques, sur de petites séries. La commande passe alors par le bureau d'études qui va concevoir la remorque adéquate en fonction de la charge et du déplacement prévu : pente, giration, passage de portes, traction dans un sens ou dans les deux... « Nous avons par exemple en finition trois grandes remorques pour RVI, la branche poids lourds de Renault, qui leur servent à transporter des cabines de camions », illustre Louis Coatmellec. Miloco travaille également pour les secteurs de l'industrie navale, du nucléaire, de la verrerie...

En temps normal, l'aéroportuaire représente 65 % de l'activité, 35 % pour les remorques industrielles, pour 10 millions

Il y a quelques années, Louis Coatmellec a lancé une activité complémentaire de vente de chenils, pour les particuliers et professionnels des animaux domestiques, dont les grilles sont fabriquées à Glomel. Cette année, il propose une nouvelle gamme de caisses de transport pour chien et vient d'inaugurer un nouveau site de vente en ligne (chenil-et-caisse.fr). « Le chiffre d'affaires, de 300 000 euros en 2020, est en pleine progression. Nous espérons le doubler cette année », s'enthousiasme le dirigeant.

CHENILS ET CAISSES POUR CHIEN EN PROGRESSION



NOTRE RECOURS À LA SOUS-TRAITANCE NOUS A SAUVÉS

Louis Coatmellec cédera cette année les rênes de l'entreprise à ses deux fils Antoine (sur la photo) et Alexandre.

d'euros de chiffre d'affaires en 2019. Or la crise sanitaire est passée par là et a cloué les avions au sol. « Dans l'aéroportuaire, un secteur en croissance permanente depuis 25 ans, les commandes se sont arrêtées net. Nous avons aussi eu des annulations, indique le dirigeant. Notre chiffre d'affaires a été divisé par deux en 2020 et sera au même niveau cette année. » L'activité industrielle a perduré, mais dans une moindre mesure, les achats des clients étant repoussés au maximum.

Pour réussir à garder l'équilibre financier, Miloco a dû se restructurer et baisser les charges au maximum. « Notre recours à la sous-traitance nous a sauvés, en nous permettant d'avoir plus de souplesse. » Les investissements prévus dans un système d'aspiration des fumées de soudure et des portes sectionnelles vitrées ont été suspendus.

« Attendre et résister »

La stratégie commerciale est désormais de grossir la part remorques industrielles et de ne pas manquer les quelques affaires aéroportuaires, le trafic fret étant toujours en fonctionnement. En attendant des années plus fastes, 2023-2024, estime le chef d'entreprise. Il a également pensé à investir de nouveaux secteurs d'activité, comme l'agroalimentaire. « Mais on ne change pas de métier du jour au lendemain. Nous n'avons pas les équipes nécessaires, nous ne connaissons pas les clients. Ce type de virage ne doit pas se faire dans l'urgence. » Alors maintenant ? « Il faut attendre et résister, appuie Louis Coatmellec. Je ne suis pas inquiet, nous avons eu d'excellentes années et nous avons les reins solides. Mais il ne faut pas que la situation dure pendant dix ans... » Miloco a connu d'autres crises, notamment dans l'automobile. L'activité aéroportuaire avait alors pris le relais du pan industriel. Et la PME avait déjà su rebondir. ■

Miloco CONTACTS



Saint-Michel - 22110 Glomel
Tél. 02 96 57 70 70
Courriel : contact@milocogroup.com
Site : www.groupe-miloco.com



Les remorques industrielles sont conçues puis soudées et assemblées à Glomel.



Miloco travaille notamment pour l'industrie automobile. Ces remorques partiront à côté de Caen et serviront à transporter des cabines de poids lourds.

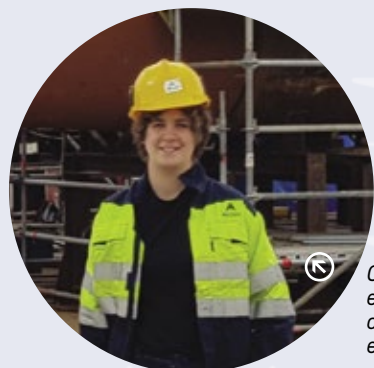
UNE SAGA FAMILIALE

La société a été fondée en 1986 par Louis Coatmellec et son père Michel, d'où son nom : Miloco pour Michel, Louis, Coatmellec. L'activité commence dans un ancien atelier agricole de la famille par la fabrication de petits coffres-forts et armoires blindées, puis des portes coupe-feu. En 1989, Dominique Coatmellec, frère de Louis, intègre l'entreprise, qui se tourne progressivement vers la réparation et la distribution (pour un fabricant allemand) de matériel embarcable aéronautique (palettes et conteneurs pour le fret) et la production

de filets pour le fret aérien. Début des années 2000, Miloco ouvre deux sites de maintenance sur les aéroports d'Orly et de Roissy, où travaillent jusqu'à 80 personnes. En parallèle, la famille lance la fabrication de remorques industrielles et aéroportuaires. En 2011, les frères Coatmellec séparent les différentes activités en deux sociétés distinctes afin de faciliter la transmission à leurs enfants respectifs. À Louis, le matériel roulant sous le nom de Miloco, à Dominique le matériel embarcable sous l'entité Aeronet. À l'été 2021, Louis Coatmellec finalisera la transmission de son entreprise à ses deux fils, Alexandre et Antoine, qui travaillent tous deux chez Miloco depuis plusieurs années.



L'INDUSTRIE RECRUTE EN BRETAGNE



Camille Ducornet est la première des 15 apprentis de ST Industries à être certifiée en soudure orbitale.

CAMILLE DUCORNET, MENTION SOUDURE ORBITALE

Âgée de 25 ans, la Dinannaise Camille Ducornet vient d'obtenir une qualification sur le procédé de soudure orbitale, selon les spécificités de Navantia-Nervion, qui fait partie du consortium chargé de fabriquer les fondations jackets des éoliennes du parc offshore de Saint-Brieuc.

« C'est une technique de soudure robotisée, sur rail, qui permet de travailler des cylindres de gros diamètres avec des finitions très fines », explique Camille Ducornet. Sur le polder de Brest, où elle effectue son apprentissage, elle est la première Française à obtenir cette certification, ce savoir-faire étant pour l'instant l'apanage des experts espagnols de Nervion.

Mais pas la dernière. Comme elle, 14 autres apprentis ont été embauchés par le groupe breton de mécanique de précision et d'usinage ST Industries, sous-traitant de Navantia-Nervion, pour se former à la soudure pour les énergies marines renouvelables. Ils ont commencé fin octobre 2020 par une formation théorique de trois mois dans les centres de Plérin et Brest de l'UIMM Pôle formation. Les UIMM 22 et 29 ont travaillé ensemble à la mise en place de ce dispositif. Les apprentis obtiendront leur titre professionnel en octobre prochain.

Travailler à l'étranger

« C'est assez gratifiant de maîtriser un procédé que peu de personnes connaissent, confie Camille Ducornet. Et le fait de travailler pour Nervion, une entreprise internationale reconnue, peut m'ouvrir des portes pour continuer à travailler dans le secteur de l'éolien en mer, où les exigences sont fortes. Tout en me donnant la possibilité d'aller travailler à l'étranger. »

Pourtant, la soudure n'était pas le premier choix de la jeune professionnelle. Elle a d'abord obtenu un master en gestion des habitats et bassins-versants, pour travailler dans les parcs et réserves naturelles. Ne trouvant pas d'emploi dans ce domaine, elle s'est tournée vers un métier auquel elle pouvait se former rapidement et avec du boulot à la clé. Son choix s'est porté sur la soudure : « Un travail manuel, avec une variété de secteurs et la possibilité de s'expatrier. »

Prochaine étape pour Camille Ducornet : s'aguerrir et apprendre d'autres techniques de soudure. Pour avoir toutes les cartes en main. ■



La soudure à l'arc submergé est un des savoir-faire demandés par la filière EMR.

DES BESOINS EN FABRICATION ET EN MAINTENANCE

La filière EMR est en plein développement en Bretagne et a besoin de bras. Des bras pour la fabrication des éoliennes, dans un premier temps pour le parc de Saint-Brieuc mais à plus long terme pour les autres parcs français à venir, et même pour l'export. Mais aussi pour la maintenance des équipements, une fois que parc de Saint-Brieuc sera en fonctionnement.

Bretagne Ocean Power, avec l'UIMM Bretagne, a recensé les besoins en emplois auprès des différents sous-traitants. Ils recherchent des soudeurs, des tôliers, des électromécaniciens, des manutentionnaires, des techniciens qualité... « Des métiers déjà en pénurie en temps normal, encore plus sur des profils expérimentés », indique Carole Gilles, responsable emploi-formation à l'UIMM Bretagne.

Pour l'aspect formation, tous les partenaires économiques (Région Bretagne, UIMM Bretagne, centres de formation, entreprises...) sont prêts à faire preuve de souplesse : ouvrir les formations nécessaires, les adapter aux besoins spécifiques des entreprises, faire des mix entre formation initiale, continue, apprentissage. Reste à trouver les candidats, alors que le taux de chômage est à 6,5 % en Bretagne et que le vivier des demandeurs d'emploi est tenu.

« Pour ne pas paupériser les autres secteurs comme la navale, la solution à moyen terme est d'élargir le vivier, reprend Carole Gilles. Et nous devons pour cela innover dans notre communication, en allant chercher les candidats potentiels là où ils sont, sur les réseaux sociaux par exemple. » Sachant que la patine EMR est un atout pour séduire les jeunes en recherche de sens dans leur emploi.



PASSEZ-LEUR LE MESSAGE !

L'industrie recrute en alternance près de chez vous. Faites-le savoir !

Chaque année, l'industrie bretonne recrute en alternance. Notre réseau de formation a un savoir-faire reconnu dans les métiers industriels et l'accompagnement des jeunes, du CAP au Bac+5.

Contactez nos conseillers du lundi au vendredi de 9 h à 17 h

0 800 725 700 Service & appel gratuits



A photograph of two women standing in a car manufacturing plant. The woman on the left is wearing a purple zip-up jacket and dark pants, gesturing with her hands as if speaking. The woman on the right is wearing a dark blue blazer over a light pink shirt and dark pants, holding a folder. In the background, the metal chassis of a car is visible on an assembly line.

MON AGENCE ENTREPRISES

Elle connaît les besoins
de mon entreprise
aussi bien que moi.

The logo for Crédit Mutuel de Bretagne, featuring a stylized red and white graphic that resembles a three-lobed shape or a stylized 'Y' or '3'.

Crédit Mutuel
de Bretagne

 **Contactez l'agence la plus proche,
ou rendez-vous dans l'espace **entreprises** sur **cmb.fr****